

Ministère de l'Emploi et du Travail

Grefte des tribunaux du travail de Namur-Dinant. Place vacante d'employé (homme ou femme), p. 4041. — Juridictions du travail. Avis aux organisations représentatives de travailleurs. Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur employé aux tribunaux du travail de Verviers-Eupen, p. 4041.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Griffie van de arbeidsrechtbanken te Namen-Dinant. Vacante betrekking van beambte (man of vrouw), bl. 4041. — Arbeidsgerechten. Bericht aan de representatieve organisaties van werknemers. Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-bediende, bij de arbeidsrechtbanken te Verviers-Eupen, bl. 4041.

*Gemeenschaps- en Gewestregeringen**Vlaamse Gemeenschap**Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap**Departement Onderwijs*

Tweejaarlijkse prijs van de Vlaamse Gemeenschap voor een werk over een wetenschappelijk onderwerp, bl. 4042.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 97 — 356

[C - 97/14030]

Arrêté royal portant des mesures en vue de la dissolution de la Régie des Transports maritimes en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté trouve son fondement légal dans l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

Cette disposition Vous autorise, en ce qui concerne les organismes d'intérêt public, à prendre des mesures pour opérer leur suppression, transformation, réorganisation ou fusion. A cet égard, elle Vous autorise également à abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur.

La Régie des Transports maritimes (la « R.T.M. ») a été créée par une loi du 1^{er} juillet 1971 sous la forme d'un organisme d'intérêt public et a pour objet d'assurer des transports maritimes entre la Belgique et le Royaume-Uni. La R.T.M. a subi des pertes importantes au cours des dernières années dans un contexte de concurrence très forte. La perte de l'exercice 1995 s'est élevée à plus de 2,5 milliards de francs et il est attendu une perte supérieure pour l'exercice en cours. Selon les prévisions, la R.T.M. continuerait à subir de lourdes pertes, ce qui entraînerait des charges importantes pour le budget de l'Etat. Afin de limiter les charges budgétaires, le Gouvernement ne voit d'autre issue que la cessation des activités de la R.T.M. et sa mise en dissolution à la date du 1^{er} mars 1997.

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 97 — 356

[C - 97/14030]

Koninklijk besluit houdende maatregelen met het oog op de ontbinding van de Regie voor Maritiem Transport ter uitvoering van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, vindt zijn wettelijke grondslag in artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

Deze bepaling laat U toe om, wat de instellingen van openbaar betreft, maatregelen te nemen om hun afschaffing, omvorming, reorganisatie of fusie door te voeren. Te dien einde laat zij U eveneens toe om de van kracht zijnde wettelijke bepalingen op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen.

De Regie voor Maritiem Transport (de « R.M.T. ») werd opgericht bij de wet van 1 juli 1971 in de vorm van een instelling van openbaar nut en heeft ten doel het uitvoeren van maritiem transport tussen België en het Verenigd Koninkrijk. De R.M.T. heeft in een context van zeer sterke concurrentie belangrijke verliezen geleden in de loop van de laatste jaren. Het verlies voor het boekjaar 1995 bedroeg meer dan 2,5 miljard frank en er wordt een hoger verlies verwacht voor het lopende boekjaar. Volgens de vooruitzichten zou de R.M.T. zware verliezen blijven lijden, wat belangrijke lasten voor de Staatsbegroting met zich mee zou brengen. Teneinde deze begrotingslasten te beperken, ziet de Regering geen andere uitweg dan de stopzetting van de activiteiten van de R.M.T. en haar ontbinding op 1 maart 1997.

Le Gouvernement estime ne pas pouvoir prendre une telle mesure sans que l'incidence sociale en soit atténuée par des mesures visant à éliminer certains obstacles à l'emploi ou à l'utilisation des agents contractuels et statutaires de la R.T.M. par des entreprises privées dans les secteurs des transports maritimes et de la gestion portuaire, par des mesures de reclassement du personnel statutaire dans d'autres services publics et par d'autres mesures d'accompagnement social.

Le présent arrêté a pour objet de mettre en place le cadre juridique de ces différentes mesures. Eu égard aux pertes subies ces dernières années par la R.T.M. et aux besoins budgétaires qui résulteraient de la nécessité de couvrir ces pertes en cas de maintien de l'activité, le présent arrêté s'inscrit pleinement dans l'objectif de la réalisation des conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article prévoit la mise en dissolution de la R.T.M. à la date du 1^{er} mars 1997. Pour parer aux imprévus qui pourraient survenir, il a été prévu une possibilité de retarder la date de mise en dissolution. La R.T.M. conserve la personnalité juridique pendant sa liquidation par analogie avec la procédure de liquidation des sociétés commerciales.

Article 2

Dès la mise en dissolution de la R.T.M., trois liquidateurs procéderont à sa liquidation. Deux liquidateurs seront désignés conjointement par le Ministre du Budget et le Ministre des Transports parmi les Inspecteurs des Finances. Le troisième sera désigné par le Ministre des Transports parmi les membres de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises.

La rémunération des liquidateurs est fixée par le Ministre des Transports et constituera une des charges de la liquidation de la R.T.M.

Article 3

L'article 3, § 1^{er}, octroie des pouvoirs aux liquidateurs similaires aux pouvoirs des liquidateurs des sociétés commerciales. Ils auront également le pouvoir de poursuivre temporairement, moyennant l'autorisation préalable du Ministre des Transports, certaines activités de transport maritime pour autant que de telles opérations permettent de réduire les charges de la liquidation ou d'en atténuer les conséquences sociales.

Les pouvoirs des liquidateurs se substituent, pour l'essentiel, au pouvoir de gestion dont dispose actuellement le Ministre des Transports. Cependant, vu le caractère spécifique de la gestion du personnel par rapport aux opérations de liquidation de la R.T.M., il est prévu que le Ministre des Transports restera compétent pour les actes relevant de cette gestion.

Afin de tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat sur ce point, le 1^{er} janvier 1999 est imposé comme date limite aux éventuelles activités de transport maritime que les liquidateurs pourraient développer de manière temporaire dans le cadre de la liquidation.

Afin d'assurer la cohérence d'actes relatifs à l'exécution de certaines conventions conclues conjointement par la R.T.M. et l'Etat avec des tiers, l'article 3, § 3, prévoit l'approbation préalable du Ministre des Transports pour de tels actes. Il s'agit notamment des conventions avec Holyman, Holyman UK, Silja et Sally par lesquelles ces sociétés se sont engagées à ce qu'un certain nombre de personnes parmi celles ayant perdu leur emploi à cause de la dissolution de la R.T.M. soient engagées ou utilisées pour des activités de transport maritimes.

Article 4

Afin de contrôler l'état d'avancement des opérations de liquidation, cet article impose aux liquidateurs de remettre des rapports trimestriels et annuels au Ministre des Finances, au Ministre du Budget et au Ministre des Transports. Les rapports annuels et le rapport de clôture de la liquidation seront soumis au contrôle de la Cour des Comptes et seront communiqués à la Chambre des représentants. Les Ministres susvisés pourront requérir toutes informations et procéder à toutes vérifications qu'ils jugeront utiles.

Article 5

Vu l'arrêt des activités de la R.T.M. et la difficulté de prévoir les recettes et les dépenses relatives aux opérations de liquidation (eu égard, entre autres, au calendrier incertain de la vente des actifs ou du transfert d'agents statutaires vers d'autres services publics), il a été prévu que les dispositions en matière de budget de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ne sont plus d'application dès l'année de la mise en liquidation de la R.T.M. Cette mesure entraîne *ipso facto* la non-applicabilité des

De Regering is van oordeel dat zij dergelijke maatregel niet kan nemen zonder de sociale weerslag daarvan te verzachten door maatregelen om bepaalde hindernissen weg te nemen voor de aanwerving of het gebruik van contractuele en statutaire personeelsleden van de R.M.T. door privé-ondernemingen in de sectoren van maritiem transport en havenbeheer, door maatregelen ter herklassering van statutair personeel in andere openbare diensten en door andere sociale begeleidingsmaatregelen.

Dit besluit beoogt het juridische kader voor deze verschillende maatregelen te creëren. In acht genomen de verliezen die de R.M.T. de laatste jaren heeft geleden en de begrotingsbehoeften die zouden voortvloeien uit de noodzaak om deze verliezen te dekken in geval van instandhouding van de activiteit, kadert dit besluit geheel binnen de doelstelling om de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie te verwezenlijken.

Commentaar op de artikelen

Artikel 1

Dit artikel bepaalt de ontbinding van de R.M.T. op 1 maart 1997. Om rekening te kunnen houden met onvoorziene omstandigheden die zich zouden kunnen voordoen, wordt de mogelijkheid tot uitstel van de datum van ontbinding bepaald. Tijdens de vereffening behoudt de R.M.T. de rechtspersoonlijkheid naar analogie met de vereffeningprocedure van handelsvennootschappen.

Artikel 2

Vanaf het ogenblik dat de R.M.T. in ontbinding wordt gesteld, zullen drie vereffenaars overgaan tot haar vereffening. Twee vereffenaars zullen gezamenlijk worden aangeduid door de Minister van Begroting en de Minister van Vervoer onder de Inspecteurs van Financiën. De derde zal worden aangeduid door de Minister van Transport onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De bezoldiging van de vereffenaars wordt vastgesteld door de Minister van Vervoer en behoort tot de kosten van de vereffening van de R.M.T.

Artikel 3

Artikel 3, § 1, kent aan de vereffenaars bevoegdheden toe die analoog zijn aan de bevoegdheden van de vereffenaars van handelsvennootschappen. Zij zullen eveneens bevoegd zijn om tijdelijk, mits voorafgaande goedkeuring van de Minister van Vervoer, bepaalde activiteiten van maritiem transport voort te zetten, voor zover dergelijke verrichtingen toelaten de kosten van de vereffening te drukken of er de sociale gevolgen van te verzachten.

De bevoegdheden van de vereffenaars komen in wezen in de plaats van de beheersbevoegdheid waarover de Minister van Vervoer thans beschikt. In acht genomen evenwel het specifiek karakter van het personeelsbeleid ten opzichte van de vereffeningverrichtingen van de R.M.T., wordt bepaald dat de Minister van Vervoer bevoegd blijft voor de handelingen die ressorteren onder dit beleid.

Teneinde rekening te houden met het advies van de Raad van State op dit punt, wordt 1 januari 1999 opgelegd als einddatum voor de eventuele activiteiten van maritiem transport die de vereffenaars tijdelijk zouden kunnen ontwikkelen in het kader van de vereffening.

Teneinde de samenhang te verzekeren van handelingen in uitvoering van bepaalde overeenkomsten die gezamenlijk door de R.M.T. en de Staat met derden werden gesloten, vereist artikel 3, § 3, de voorafgaande goedkeuring van de Minister van Vervoer voor dergelijke handelingen. Het betreft inzonderheid de overeenkomsten met Holyman, Holyman UK, Silja en Sally waarin deze vennootschappen zich hebben verbonden een bepaald aantal personen onder degenen die hun werk hebben verloren ingevolge de ontbinding van de R.M.T., aan te werven of te gebruiken voor activiteiten van maritiem transport.

Artikel 4

Teneinde de stand van de vereffeningverrichtingen te controleren, legt dit artikel aan de vereffenaars op om trimestriële en jaarverslagen voor te leggen aan de Minister van Financiën, de Minister van Begroting en de Minister van Vervoer. De jaarverslagen en het verslag bij de sluiting van de vereffening zullen ter controle aan het Rekenhof worden voorgelegd en zullen aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgemaakt. De bovenvermelde Ministers kunnen alle inlichtingen vereisen en alle verificaties verrichten die zij nuttig achten.

Artikel 5

Gelet op de stopzetting van de activiteiten van de R.M.T. en de moeilijkheid om de ontvangsten en de uitgaven met betrekking tot de vereffeningverrichtingen te begroten (in acht genomen, onder andere, het onzekere tijdschema van de verkoop van de activa of van de overdracht van statutaire personeelsleden naar andere openbare diensten), is bepaald dat de regels inzake begroting in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut niet langer van toepassing zijn vanaf het jaar van de

dispositions de même nature de l'arrêté royal du 7 avril 1954 portant règlement général sur le budget et la comptabilité des organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954.

Article 6

Cet article prévoit, en conformité avec l'article 3 du présent arrêté, de limiter les pouvoirs de gestion du Ministre des Transports à la gestion du personnel de la R.T.M. Il abroge en outre la loi du 1^{er} juillet 1971 portant création de la Régie des transports maritimes à l'exception des dispositions qu'il convient de conserver pendant la liquidation de la R.T.M. Celles-ci concernent notamment le régime des biens de la R.T.M., les emprunts à contracter et les pensions.

Article 7

Cet article prévoit le relèvement du plafond de la garantie d'Etat des emprunts de la R.T.M. de douze à quinze milliards de francs. Ce relèvement est requis pour couvrir initialement les dépenses qui devront être exposées en cours de liquidation, notamment des frais de personnel, indemnités de préavis et coûts de prépension et les charges financières des emprunts en cours. Les ventes d'actifs devraient permettre de financer la majeure partie de ces dépenses de sorte qu'au terme de la liquidation, l'encours des emprunts se trouve à un niveau significativement inférieur au plafond autorisé.

Article 8

Cet article prévoit que le Ministre des Transports fixe la date de clôture de la liquidation de la R.T.M. Le Gouvernement souhaite que cette clôture puisse intervenir dans le courant de la première moitié de 1999.

Article 9

Cet article prévoit que les actifs de la R.T.M. qui n'auront pas été vendus et les passifs qui n'auront pas été réglés en cours de liquidation seront transférés à l'Etat à la date de clôture de la liquidation.

Article 10

Cet article prévoit l'abrogation, à la date de clôture de la liquidation, des dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1971 précitée qui ont été maintenues pendant la durée des opérations de liquidation en vertu de l'article 6 du présent arrêté.

Article 11

En exécution de l'article 32 de la loi du 1^{er} juillet 1971 précitée, la R.T.M. avait conclu avec l'Etat une convention mettant à la disposition de celui-ci du personnel navigant pour le Service d'assistance au pilotage.

L'article 11 prévoit le transfert des agents de la R.T.M. affectés à ce service vers le Ministère des Communications et de l'Infrastructure.

Conformément à l'article 6, § 1^{er}, X, alinéa 1^{er}, 9^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, qui a transféré aux Régions la compétence des services de pilotage et de balisage de et vers les ports, la Région flamande a repris les obligations de l'Etat relatives à la convention précitée. Un arrêté royal distinct prévoit le transfert du personnel en question du Ministère des Communications et de l'Infrastructure vers le Gouvernement flamand conformément aux dispositions de l'article 88 de la loi spéciale précitée et de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune.

Article 12

Cet article prévoit le transfert des agents statutaires de la R.T.M. (qui ne relèvent pas du Service de pilotage susmentionné) vers le Ministère des Communications et de l'Infrastructure à une date à fixer par le Roi. Ce transfert devra intervenir en principe au 1^{er} janvier 1999 et avant la clôture de la liquidation de la R.T.M.

invereffeningstelling van de R.M.T. Deze maatregel brengt *ipso facto* de niet-toepasselijkheid met zich mee van de bepalingen van dezelfde aard van het koninklijk besluit van 7 april 1954 houdende algemeen reglement op de begroting en de comptabiliteit van de bij de wet van 16 maart 1954 bedoelde instellingen van openbaar nut.

Artikel 6

Dit artikel bepaalt, in overeenstemming met artikel 3 van dit besluit, dat de beheersbevoegdheden van de Minister van Vervoer worden beperkt tot het personeelsbeheer van de R.M.T. Het heft bovendien de wet van 1 juli 1971 houdende oprichting van de Regie voor maritiem transport op, met uitzondering van de bepalingen die dienen te worden behouden tijdens de vereffening van de R.M.T. Deze hebben inzonderheid betrekking op het stelsel van de goederen van de R.M.T., het aangaan van leningen en de pensioenen.

Artikel 7

Dit artikel voorziet in de verhoging van het plafond van de Staatswaarborg voor leningen aangegaan door de R.M.T. van twaalf naar vijftien miljard frank. Deze verhoging is noodzakelijk om aanvankelijk de uitgaven te dekken die in de loop van de vereffening zullen moeten worden gedaan, inzonderheid personeelskosten, opzeggingsvergoedingen en kosten van bruggpensioenen, en de financiële lasten van de lopende leningen. De verkoop van activa zou het mogelijk moeten maken om het grootste deel van deze uitgaven te financieren zodanig dat op het einde van de vereffening het bedrag van de uitstaande leningen aanzienlijk lager is dan het toegestane plafond.

Artikel 8

Dit artikel bepaalt dat de Minister van Vervoer de datum voor de sluiting van de vereffening van de R.M.T. vaststelt. De Regering wenst dat deze sluiting kan plaatsvinden in de loop van de eerste helft van 1999.

Artikel 9

Dit artikel bepaalt dat de activa van de R.M.T. die niet zouden zijn verkocht en de passiva die niet zouden zijn geregeld in de loop van de vereffening, worden overgedragen aan de Staat op de datum van de sluiting van de vereffening.

Artikel 10

Dit artikel voorziet in de opheffing, op de datum van de sluiting van de vereffening, van de bepalingen van voornoemde wet van 1 juli 1971 die krachtens artikel 6 van dit besluit werden in stand gehouden voor de duur der vereffening verrichtingen.

Artikel 11

In uitvoering van artikel 32 van voornoemde wet van 1 juli 1971 had de R.M.T. met de Staat een overeenkomst gesloten waarbij aan deze laatste varend personeel ter beschikking werd gesteld voor de Dienst Bijstand aan het Loodswezen.

Artikel 11 voorziet in de overdracht van de personeelsleden van de R.M.T. die aan deze dienst zijn verbonden, naar het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur.

Overeenkomstig artikel 6, § 1, X, eerste lid, 9^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, die aan de Gewesten de bevoegdheid van de loodsdiensdiensten en de bebakeningsdiensten van en naar de havens heeft overgedragen, heeft het Vlaamse Gewest de verplichtingen van de Staat met betrekking tot voornoemde overeenkomst overgenomen. Een afzonderlijk koninklijk besluit zal de overdracht van het betrokken personeel van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur naar de Vlaamse Regering regelen overeenkomstig de bepalingen van artikel 88 van voornoemde bijzondere wet en van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Artikel 12

Dit artikel voorziet in de overdracht van de statutaire personeelsleden van de R.M.T. (die niet onder de hogergenoemde Dienst Loodswezen ressorteren) naar het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur op een door de Koning te bepalen datum. Deze overdracht zal in principe op 1 januari 1999 en vóór de sluiting van de vereffening van de R.M.T. moeten plaatsvinden.

Article 13

L'article 13, § 1^{er}, prévoit la mise à disposition des agents statutaires de la R.T.M. (qui ne relèvent pas du Service de pilotage susmentionné) en faveur de sociétés du secteur maritime. Cette mise à disposition s'effectue de manière volontaire dans le chef de l'agent et à titre onéreux dans le chef des sociétés concernées.

L'article 13, § 2, prévoit la mise à disposition des agents statutaires en faveur d'un certain nombre de services publics non fédéraux. Il est proposé que Vous fixiez les modalités et le montant de l'intervention de l'Etat relative à cette mise à disposition.

Article 14

L'article 14, § 1^{er} et § 2, organise le maintien des droits à la pension des agents statutaires de la R.T.M. lors de leur transfert vers d'autres services publics ou vers la Région flamande (Service d'assistance au Pilotage).

L'article 14, § 3, prévoit que les services prestés par les agents de la R.T.M. auprès de celle-ci et ceux prestés en vertu du régime de mise à disposition de l'article 13 restent à charge de l'Etat.

L'article 14, § 4, prévoit une règle de calcul spécifique pour la pension des agents statutaires navigants.

L'article 14, § 5, règle le droit à la pension à charge du Trésor public pour les agents qui accèdent à la pension pendant la période de mise en liquidation de la R.T.M. et ne sont pas transférés vers le Ministère des Communications et de l'Infrastructure.

La pension des agents de la R.T.M. pensionnés est déjà à charge de l'Etat moyennant remboursement annuel par la R.T.M.

Articles 15 à 17

Ces dispositions concernent certaines conditions spéciales de travail de travailleurs navigants occupés sur les navires de la R.M.T. et des agents statutaires navigants de la R.M.T. dans le cadre de leur nouvel emploi ou affectation auprès des sociétés qui s'occupent du transport maritime depuis et vers la Belgique. En réponse à la remarque formulée par le Conseil d'Etat à ce propos, il convient de souligner que ces dispositions forment un ensemble avec les autres dispositions relatives à la liquidation de la R.M.T. et sont nécessaires afin de réaliser les économies budgétaires espérées par cette liquidation.

Article 15

Cet article prévoit un régime de durée du travail spécifique pour les travailleurs navigants occupés sur les navires de transport de mer par toute société qui s'occupe du transport maritime depuis et vers la Belgique.

Article 16

Cet article Vous autorise à fixer un régime similaire à celui prévu à l'article 15 pour les agents statutaires mis à disposition des sociétés qui s'occupent du transport maritime depuis et vers la Belgique.

Article 17

Cet article prévoit que Vous pouvez fixer les conditions dans lesquelles le travail effectué dans les limites visées aux articles 15 et 16 n'est pas considéré comme travail supplémentaire au sens de l'article 29 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Articles 18 à 27

Le Gouvernement souhaite inscrire au Pool des marins de la marine marchande les travailleurs navigants occupés actuellement par la R.T.M. et qui, ayant quitté celle-ci, seraient engagés par des sociétés qui s'occupent du transport maritime depuis et vers la Belgique. Cette inscription est nécessaire afin de garantir le bénéfice de la sécurité sociale belge à ces travailleurs qui soit naviguent sous pavillon belge, soit naviguent sous pavillon luxembourgeois, soit naviguent sous le pavillon d'un autre Etat membre de l'Union européenne et dont les salaires sont payés par une société belge.

Les marins inscrits à ce Pool sont soumis à un régime de sécurité sociale spécifique à la marine marchande et régi par l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. Dans son avis, le Conseil d'Etat s'interroge sur le point de savoir si l'intégration des marins ex-R.T.M. dans ce régime est susceptible de constituer une aide d'Etat au sens de l'article 92 du Traité instituant la Communauté européenne. Le Gouvernement estime que ce n'est pas le cas. L'objectif de la mesure est de soumettre les travailleurs navigants en question au système de sécurité sociale qui depuis longtemps constitue le régime de droit commun pour les marins

Artikel 13

Artikel 13, § 1, voorziet in de terbeschikkingstelling van statutaire personeelsleden van de R.M.T. (die niet onder de hogergenoemde Dienst Loodswezen ressorteren) ten voordele van maatschappijen in de maritieme sector. Deze terbeschikkingstelling geschiedt op vrijwillige basis in hoofde van het personeelslid en onder bezwarende titel in hoofde van de betrokken vennootschappen.

Artikel 13, § 2, voorziet in de terbeschikkingstelling van statutaire personeelsleden ten voordele van een aantal niet-federale openbare diensten. Er wordt voorgesteld dat U de modaliteiten en het bedrag van de tussenkomst van de Staat met betrekking tot deze terbeschikkingstelling zou nader bepalen.

Artikel 14

Artikel 14, § 1 en § 2, regelt het behoud van de pensioenrechten van statutaire personeelsleden van de R.M.T. bij hun overdracht naar andere openbare diensten of naar het Vlaams Gewest (Dienst Bijstand aan het Loodswezen).

Artikel 14, § 3, bepaalt dat de diensten door de personeelsleden van de R.M.T. gepresteerd bij de R.M.T. en deze gepresteerd krachtens het stelsel van terbeschikkingstelling van artikel 13 ten laste blijven van de Staat.

Artikel 14, § 4, bepaalt een specifieke berekeningsregel voor het pensioen van de varende statutaire personeelsleden.

Artikel 14, § 5, regelt het recht op pensioen ten laste van de Openbare Schatkist voor de personeelsleden die op pensioen gaan tijdens de periode van de vereffening van de R.M.T. en niet worden overgedragen naar het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur.

Het pensioen van de gepensioneerde personeelsleden van de R.M.T. is reeds ten laste van de Staat mits jaarlijkse terugbetaling door de R.M.T.

Artikelen 15 tot 17

Deze bepalingen betreffen bepaalde bijzondere arbeidsvoorwaarden van de varende werknemers tewerkgesteld aan boord van de schepen van de R.M.T. en van de varende statutaire personeelsleden van de R.M.T. in het kader van hun nieuwe baan of betrekking bij de vennootschappen die actief zijn in maritiem transport van en naar België. Ter antwoord op de opmerking die door de Raad van State in dit verband werd geformuleerd, dient te worden onderstreept dat deze bepalingen één geheel vormen met de andere bepalingen betreffende de vereffening van de R.M.T. en noodzakelijk zijn om de door de vereffening beoogde budgettaire besparingen te verwezelijken.

Artikel 15

Dit artikel voorziet in een bijzonder stelsel van arbeidsduur voor de varende werknemers tewerkgesteld aan boord van de schepen voor transport over zee door elke vennootschap die actief is in maritiem transport van en naar België.

Artikel 16

Dit artikel laat U toe om voor de statutaire personeelsleden ter beschikking gesteld van vennootschappen die actief zijn in maritiem transport van en naar België, een gelijkaardige regeling te treffen als deze bepaald in artikel 15.

Artikel 17

Dit artikel bepaalt dat U de voorwaarden kan bepalen waarin de arbeid verricht binnen de grenzen bedoeld in de artikelen 15 en 16 niet wordt beschouwd als overwerk in de zin van artikel 29 van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Artikelen 18 tot 27

De Regering wenst in de Pool van de zeelieden ter koopvaardij de varende werknemers in te schrijven die thans door de R.M.T. zijn tewerkgesteld en die, nadat zij deze zullen hebben verlaten, zouden worden in dienst genomen door vennootschappen die actief zijn in het maritiem transport van en naar België. Deze inschrijving is noodzakelijk om het voordeel van de Belgische sociale zekerheid aan deze werknemers te waarborgen die ofwel onder Belgische vlag varen, ofwel onder Luxemburgse vlag, ofwel onder de vlag van een andere Lid-Staat van de Europese Unie en wier salaris door een Belgische vennootschap wordt betaald.

De zeelieden die in deze Pool zijn ingeschreven, zijn onderworpen aan een sociaal zekerheidsstelsel dat specifiek is voor zeelieden ter koopvaardij en dat wordt beheerst door de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij. In zijn advies vraagt de Raad van State zich af of de integratie van de ex-R.M.T.-zeelieden in dit stelsel geen staatssteun in de zin van artikel 92 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap kan uitmaken. De Regering is van oordeel dat dit niet het geval is. Het doel van de maatregel is de betreffende varende werknemers aan het sociale-zekerheidsstelsel te onderwerpen

de la marine marchande en Belgique, afin d'éviter que ces travailleurs ne soient désavantagés sur le marché de l'emploi. Cette mesure ne vise pas à accorder aux entreprises concernées un avantage déterminé et ne constitue donc pas une aide d'Etat au sens de l'article 92, § 1^{er}, du traité CE. Ce régime sera applicable aux travailleurs navigants concernés sous réserve de dispositions tenant compte de la spécificité de leur situation.

Un premier aspect de cette spécificité concerne le régime de vacances annuelles. Afin d'assurer la continuité des droits des travailleurs concernés, ceux-ci seront affiliés à l'Office national des vacances annuelles. Leurs cotisations relatives au régime de vacances annuelles seront perçues par la Caisse de prévoyance et de secours des marins et versées à l'Office national des vacances annuelles.

Un second aspect concerne l'assurance obligatoire maladie-invalidité. Pour des raisons de continuité, le Gouvernement souhaite que les travailleurs navigants concernés demeurent soumis au régime général d'assurance maladie-invalidité organisé par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Un troisième aspect concerne le droit aux allocations de chômage. Compte tenu du caractère extrêmement particulier des dispositions applicables aux marins du Pool, le Gouvernement souhaite que les travailleurs navigants concernés demeurent soumis au régime général de chômage.

Article 18

Cet article effectue la modification à l'arrêté-loi du 7 février 1945 précité qui est requise pour concrétiser la formule retenue en matière de vacances annuelles.

Article 19

Cet article prévoit l'assimilation aux armateurs, pour l'application de l'arrêté-loi du 7 février 1945 précité, des sociétés de transport maritime depuis et vers la Belgique, qui arment des navires sur lesquels sont occupés les travailleurs navigants visés à l'article 15.

Article 20

Cet article étend le champ d'application de l'arrêté-loi du 7 février 1945 précité aux travailleurs navigants concernés.

Article 21

Cet article apporte les modifications requises à l'arrêté-loi du 7 février 1945 précité en ce qui concerne le régime des vacances annuelles et le régime d'assurance maladie-invalidité.

Article 22

Comme mentionné plus haut, le Gouvernement souhaite inscrire au Pool des marins de la marine marchande les travailleurs navigants concernés pour la durée de leur contrat de travail. Cet article apporte la modification nécessaire à la loi du 25 février 1964 organisant un Pool des marins de la marine marchande. Un arrêté royal distinct devra modifier l'article 115 de l'arrêté royal du 9 avril 1965 relatif au Pool des marins de la marine marchande afin de régler les modalités du bénéfice aux allocations de chômage des travailleurs navigants concernés au sein du régime général des allocations de chômage.

Article 23

L'inscription au Pool des travailleurs navigants concernés étant retirée d'office lors de la fin de leur contrat de travail, il n'y a pas lieu de les soumettre en cette matière aux pouvoirs du comité de gestion du Pool.

Articles 24-26

Ces articles effectuent les modifications nécessaires à la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994. Ces modifications concernent l'extension du droit aux prestations aux travailleurs navigants concernés, et l'extension des sources de financement de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité aux cotisations versées par la Caisse de secours et de prévoyance des marins.

Article 27

Cet article apporte une modification aux lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés afin de prévoir que l'Office national des vacances annuelles recevra les cotisations versées par la Caisse de prévoyance et de secours des marins pour les travailleurs navigants concernés.

dat sinds geruime tijd het stelsel van gemeen recht is voor de zeelieden ter koopvaardij in België, teneinde te vermijden dat deze werknemers op de arbeidsmarkt zouden worden benadeeld. Deze maatregel beoogt niet aan de betrokken ondernemingen een bepaald voordeel te verstrekken en is derhalve geen staatssteun in de zin van artikel 92, lid 1, van het EG-Verdrag. Dit stelsel zal toepasselijk zijn op de betrokken varende zeelieden onder voorbehoud van bepalingen die rekening houden met de specifieke aard van hun situatie.

Een eerste aspect van deze specificiteit betreft het stelsel van de jaarlijkse vakantie. Teneinde de continuïteit van de rechten van de betrokken werknemers te waarborgen, zullen dezen worden aangesloten bij de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie. Hun bijdragen in het stelsel van de jaarlijkse vakantie zullen worden geïnd door de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden en worden gestort aan de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie.

Een tweede aspect betreft de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering. Om redenen van continuïteit wenst de Regering dat de betrokken varende werknemers onderworpen blijven aan het algemeen stelsel van ziekte- en invaliditeitsverzekering ingesteld door de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Een derde aspect betreft het recht op werkloosheidsuitkeringen. In acht genomen het zeer bijzonder karakter van de bepalingen toegepast op de zeelieden van de Pool, wenst de Regering dat de betrokken varende werknemers onderworpen blijven aan het algemeen stelsel voor werkloosheid.

Artikel 18

Dit artikel brengt de wijziging aan in voornoemd besluitwet van 7 februari 1945 die vereist is om de weerhouden formule inzake de jaarlijkse vakantie te concretiseren.

Artikel 19

Dit artikel voorziet in de assimilatie met reders, voor de toepassing van voornoemd besluitwet van 7 februari 1945, van de vennootschappen voor maritiem transport van en naar België, die schepen uitrusten waarop varende werknemers bedoeld in artikel 15 worden tewerkgesteld.

Artikel 20

Dit artikel breidt het toepassingsgebied van voornoemd besluitwet van 7 februari 1945 uit naar de betrokken varende werknemers.

Artikel 21

Dit artikel brengt de vereiste wijzigingen aan in voornoemd besluitwet van 7 februari 1945 voor wat het stelsel van de jaarlijkse vakantie en het stelsel van de ziekte- en invaliditeitsverzekering betreft.

Artikel 22

Zoals hoger vermeld, wenst de Regering de betrokken varende werknemers in te schrijven in de Pool van de zeelieden ter koopvaardij voor de duur van hun arbeidsovereenkomst. Dit artikel brengt de nodige wijziging aan in de wet van 25 februari 1964 houdende inrichting van een Pool van de zeelieden ter koopvaardij. Een afzonderlijk koninklijk besluit zal artikel 115 van het koninklijk besluit van 9 april 1965 betreffende de Pool van de zeelieden ter koopvaardij moeten wijzigen teneinde de modaliteiten te regelen van het recht op werkloosheidsuitkeringen voor de betrokken varende werknemers binnen het algemeen stelsel van werkloosheidsuitkeringen.

Artikel 23

Aangezien de inschrijving in de Pool van de betrokken varende werknemers bij de beëindiging van hun arbeidsovereenkomst van ambtswege wordt geschrapt, dienen zij wat dit betreft niet meer te worden onderworpen aan de bevoegdheden van het beheerscomité van de Pool.

Artikelen 24-26

Deze artikelen brengen de nodige wijzigingen aan in de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994. Deze wijzigingen betreffen de uitbreiding van het recht op vergoedingen naar de betrokken varende werknemers, alsook de uitbreiding van de financiële middelen van het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering met de bijdragen gestort door de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden.

Artikel 27

Dit artikel brengt een wijziging aan in de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van loontrekkende werknemers teneinde te bepalen dat de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie de bijdragen zal ontvangen door de Hulp- en Verzorgingskas voor zeevarenden gestort voor de betrokken varende werknemers.

Article 28

La Régie des Bâtiments met actuellement à la disposition de la R.T.M. un certain nombre de biens immeubles situés dans le port d'Ostende qui ont été construits et équipés pour l'exercice d'activités de transport maritime. Dans l'intérêt d'une gestion saine de ces biens, il convient d'autoriser la Régie des Bâtiments à mettre ces biens à la disposition d'autres opérateurs, à des conditions de marché. A cet effet, cet article prévoit la dérogation nécessaire à la loi du 1^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Transports, le 5 février 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant des mesures en vue de la dissolution de la Régie des Transports maritimes en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne", a donné le 10 février 1997 l'avis suivant :

Dans le bref délai imparti par l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après :

I. L'arrêté en projet se fonde sur l'article 3, § 1^{er}, 6^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

Aux termes de cette disposition :

« Le Roi peut prendre des mesures pour :

6^e en ce qui concerne les organismes d'intérêt public, les établissements publics relevant de l'Etat, ainsi que toute institution de droit belge sur laquelle l'Etat exerce un contrôle ou dans laquelle l'Etat détient une participation majoritaire, en opérer la suppression, la transformation, la réorganisation ou la fusion et en améliorer le fonctionnement, l'organisation, la gestion et l'activité ainsi qu'en renforcer le contrôle;

La dissolution, envisagée par l'arrêté en projet, de la Régie des Transports maritimes (R.T.M.) entre assurément dans l'habilitation ainsi conférée au Roi; Il peut donc procéder à cette dissolution; Il peut aussi régler le sort des biens de la Régie et de son personnel, y compris en matière de pension.

Il est cependant douteux que puissent entrer dans cette habilitation les dispositions prévues aux articles ci-après du projet :

1^{er} A l'article 3, § 2 :

En tant qu'il autorise les liquidateurs, moyennant l'autorisation du Ministre des Transports, à "développer, de manière indépendante ou en association avec d'autres entreprises, belges ou étrangères, toute autre activité de transport maritime, si de telles actions sont susceptibles de réduire les charges de la liquidation de la R.T.M. ou d'atténuer les conséquences sociales de celle-ci", cette disposition paraît excéder les mesures qu'implique l'option prise de supprimer la Régie et de la mettre en liquidation; cette option, si elle permet d'autoriser la Régie,

Artikel 28

De Regie der Gebouwen stelt thans een aantal onroerende goederen in de haven van Oostende, gebouwd en uitgerust voor de uitoefening van de activiteiten van maritiem transport, ter beschikking van de R.M.T. In het belang van een deugdelijk beheer van deze goederen is het aangewezen om de Regie der Gebouwen toe te laten deze goederen aan marktvoorwaarden ter beschikking te stellen van andere operatoren. Dit artikel voorziet daartoe in de nodige afwijking van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, negende kamer, op 5 februari 1997 door de Minister van Vervoer verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende maatregelen met het oog op de ontbinding van de Regie voor Maritiem Transport in uitvoering van artikel 3, § 1, 6^e, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie", heeft op 10 februari 1997 het volgende advies gegeven :

Binnen de korte tijd die de afdeling wetgeving krachtens artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State is toegemeten, heeft zij zich beperkt tot het maken van de volgende opmerkingen :

I. Het ontworpen besluit steunt op artikel 3, § 1, 6^e, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

Naar luid van die bepaling :

« (kan) de Koning... maatregelen nemen om :

6^e met betrekking tot de instellingen van openbaar nut, tot de openbare instellingen die afhangen van de Staat, alsook tot elke instelling naar Belgisch recht, waarover de Staat controle uitoefent of waarin de Staat een meerderheidsparticipatie heeft, over te gaan tot de opheffing, de omvorming, de reorganisatie of de samensmelting ervan en de werking, de organisatie, het beheer en de activiteit ervan te verbeteren, alsmede de controle erop te versterken;

De door het ontworpen besluit in het vooruitzicht gestelde ontbinding van de Regie voor Maritiem Transport (R.M.T.) behoort voorzeker tot de aldus aan de Koning opgedragen bevoegdheid; Hij kan die Regie dan ook ontbinden; Hij kan ook de toekomst regelen van de goederen van de Regie en van haar personeel, ook wat de pensioenen betreft.

Het valt echter te betwijfelen of de bepalingen van de volgende artikelen van het ontwerp tot die opgedragen bevoegdheid kunnen worden gerekend :

1^{er} Artikel 3, § 2 :

Voor zover de vereffenaars daarbij de mogelijkheid wordt geboden om, met machtiging van de Minister van Vervoer, "op zelfstandige wijze of samen met andere Belgische of buitenlandse ondernemingen, elke andere activiteit van maritiem transport (te) ontwikkelen, indien dergelijke activiteiten de kosten van de vereffening van de R.M.T. kunnen verminderen of er de sociale gevolgen van verzachten" lijkt die bepaling immers meer in te houden dan de maatregelen die nodig zijn wegens de genomen beslissing om de Regie af te schaffen en te

pendant sa liquidation, à "poursuivre tout ou partie de son exploitation" comme le prévoit, par ailleurs, le texte examiné, semble, en effet, exclure la possibilité de prendre les autres mesures prévues à l'article 3, § 1^{er}, 6^e, de la loi précitée du 26 juillet 1996, notamment celle consistant à autoriser la Régie à engager de nouvelles actions ou d'autres activités.

2° Aux articles 15 à 17 :

Ces dispositions règlent, d'une part, le temps de travail du personnel statutaire mis à la disposition d'une société privée (article 16), ainsi que des anciens membres du personnel contractuel navigant qui seront réengagés par une telle société (article 15), d'autre part, le régime des heures supplémentaires applicable à ces deux catégories de personnel (article 17).

S'il est recommandé et si l'on doit, par conséquent, admettre qu'à l'occasion d'une liquidation, on se préoccupe du sort réservé au personnel en place, encore toutefois peut-on se demander s'il entre dans les pouvoirs du Roi, dans le cadre de cette liquidation, d'établir pour une durée indéterminée, pouvant donc se prolonger bien au-delà de la clôture de la liquidation et en quelque sorte d'une manière permanente, un régime spécifique dérogeant aux règles du droit commun en la matière.

3° Aux articles 18 à 27 :

Ces dispositions appellent la même observation que celle qui vient d'être faite.

En effet, elles modifient des règles contenues dans diverses lois relatives à la sécurité sociale des travailleurs, en vue, selon les explications du délégué du Ministre, d'instaurer un régime plus "attractif" en faveur des sociétés belges ou étrangères qui se sont obligées à réengager ce personnel à leur service.

II. A supposer que les dispositions figurant sous les articles 18 à 27, qui ont trait à la sécurité sociale du personnel contractuel navigant, entrent dans l'habilitation conférée au Roi, on se demande si les avantages accordés et destinés, comme on vient de le voir, "à rendre plus attractif pour des sociétés s'occupant de transport maritime depuis et vers le Belgique, le personnel navigant contractuel de la R.T.M. ou des entreprises qui prestaient des services pour la R.T.M. (en pratique, la C.I.W.L.T., c'est-à-dire "Wagons-Lits"), ne constituent pas une aide d'Etat au sens de l'article 92 du Traité instituant les Communautés européennes et si, dès lors, il n'y a pas lieu de suivre la procédure prévue à l'article 93.3 du même Traité.

Observation finale

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

La chambre était composée de :

MM. :

C.-L. Closset, président de chambre;

C. Wettinck et P. Lienardy, conseillers d'Etat;

J. van Compernelle et J.-M. Favresse, assesseurs de la section de législation;

Mme M. Proost, greffier.

vereffenen. Die beslissing maakt het weliswaar mogelijk de Regie te machtigen om tijdens haar vereffening "(haar) exploitatie geheel of gedeeltelijk voort (te) zetten", zoals overigens in de onderzochte tekst wordt bepaald, maar lijkt de mogelijkheid uit te sluiten de andere maatregelen te treffen bepaald in artikel 3, § 1, 6^e, van de voormelde wet van 26 juli 1996, inzonderheid die welke erin bestaat de Regie te machtigen nieuwe acties of andere activiteiten op het getouw te zetten.

2° De artikelen 15 tot 17 :

Deze bepalingen regelen enerzijds de arbeidstijd van het ter beschikking van een privé-vereniging gestelde vastbenoemde personeel (artikel 16) alsook van de voormalige varende personeelsleden op arbeidscontract die door zulk een vereniging wederom in dienst zullen worden genomen (artikel 15), en anderzijds het stelsel van overuren dat op deze beide categorieën personeelsleden van toepassing is (artikel 17).

Hoewel het aan te bevelen is en bijgevolg moet worden aanvaard dat men zich ter gelegenheid van een vereffening bekommert om het lot dat het in dienst zijnde personeel ten deel valt, kan men zich toch afvragen of de Koning bevoegd is om in het raam van die vereffening voor een onbepaalde tijd, die zich dan ook tot ver na de beëindiging van de vereffening kan uitstreken, en in zekere zin voorgoed, een specifieke regeling vast te stellen die afwijkt van de gemeenrechtelijke regels terzake.

3° De artikelen 18 tot 27 :

Deze bepalingen geven aanleiding tot dezelfde opmerking als die welke zopas is gemaakt.

Zij wijzigen immers de regels die vervat zijn in verscheidene wetten betreffende de sociale zekerheid voor werknemers om, volgens de uitleg van de gemachtigde van de Minister, een "aantrekkelijker" regeling in te stellen voor de Belgische en buitenlandse verenigingen die zich ertoe verbonden hebben dat personeel weer in dienst te nemen.

II. Gesteld dat de bepalingen van de artikelen 18 tot 27, die verband houden met de sociale zekerheid van het varende personeel op arbeidscontract, tot de aan de Koning opgedragen bevoegdheid behoren, dan nog rijst de vraag of de toegekende voordelen die, zoals zopas is gezegd, tot doel hebben "om voor verenigingen voor maritiem transport van en naar België het varende personeel op arbeidscontract van de R.M.T. of van de ondernemingen die aan de R.M.T. diensten verleenden (in de praktijk de C.I.W.L.T., dat wil zeggen "Wagons-Lits"), geen staatssteun zijn in de zin van artikel 92 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschappen en of bijgevolg de procedure bepaald in artikel 93.3 van dat Verdrag niet behoort te worden gevolgd.

Slotopmerking

In verscheidene bepalingen van de Nederlandse tekst van het ontwerp worden termen of uitdrukkingen gebezigd die in het algemeen of in de bepaling in kwestie foutief zijn. Zo bijvoorbeeld schrijven in artikel 1, "wordt vereffend" in plaats van "wordt in ontbinding gesteld"; in artikel 2 "aangewezen" in plaats van "aangeduid"; in artikel 3, § 3, tweede lid, "ter uitvoering van" in plaats van "in uitvoering van" (dezelfde opmerking geldt voor heel het ontwerp); in artikel 4 "ze" in plaats van "hen"; in artikel 12 "andere dan die" in plaats van "andere dan deze" (dezelfde of een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp); "op de wijze" in plaats van "volgens de modaliteiten"; in artikel 13 "geschiedt" in plaats van "gebeurt"; "een einde worden gemaakt" in plaats van "een einde worden gesteld"; "die onder de hogergenoemde instellingen of organen ressorteren" in plaats van "die van de hogergenoemde instellingen of organismen afhangen"; "de eventuele financiële tegemoetkoming" in plaats van "de eventuele financiële tussenkomst"; in artikel 14 "alsook" in plaats van "evenals" en "ten gevolge van" in plaats van "ingevolge"; "welke" in plaats van "dewelke"; in artikel 28 "op marktvoorwaarden" in plaats van "aan marktvoorwaarden". Ten slotte wordt erop gewezen dat het gebruik van de onvoltooid toekomstige tijd ongebruikelijk is in de regelgeving (artikel 14, § 1, waar de onvoltooid toekomstige tijd moet worden vervangen door de onvoltooid tegenwoordige tijd). De Nederlandse tekst van de zoëven genoemde bepalingen zou in de aangegeven zin moeten worden verbeterd.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

C.-L. Closset, kamervoorzitter,

C. Wettinck en P. Lienardy, staatsraden;

J. van Compernelle en J.-M. Favresse, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. M. Proost, griffier.

Le rapport a été présenté par M. M. Bauwens, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. L. Detroux, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lienardy.

Le greffier,
M. Proost.

Le président,
C.-L. Closset.

18 FEVRIER 1997. — Arrêté royal portant des mesures en vue de la dissolution de la Régie des Transports maritimes en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, notamment l'article 3, § 1^{er}, 6^o;

Vu l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, modifié par les lois des 27 mars 1951, 11 juillet 1956 et 25 février 1964, l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967, la loi du 12 mai 1971, l'arrêté royal n° 96 du 28 septembre 1982, l'arrêté royal du 29 mars 1985, la loi du 1^{er} août 1985, l'arrêté royal n° 401 du 18 avril 1986, la loi du 22 décembre 1989 et l'arrêté royal du 19 mai 1995;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 1^{er}, A, modifié par les arrêtés royaux n° 429 et n° 431 du 5 août 1986 et n° 526 du 31 mars 1987, les lois des 1^{er} août 1987, 16 juin 1989, 26 juin 1990, 13 mars 1991, 21 mars 1991 et 20 juillet 1991, les arrêtés royaux des 19 août 1992 et 14 septembre 1992 et la loi du 21 décembre 1994;

Vu la loi du 25 février 1964 organisant un Pool des marins de la marine marchande, modifiée par les lois des 8 juillet 1975 et 22 décembre 1989;

Vu la loi du 1^{er} juillet 1971 portant création de la Régie des Transports maritimes (R.T.M.), modifiée par la loi du 11 juillet 1975, l'arrêté royal n° 241 du 31 décembre 1983 et les lois des 15 mai 1984 et 6 juin 1990;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment les articles 2, § 3, 11, § 3, et 12bis, inséré par la loi du 6 juillet 1989 et modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1995;

Vu la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, notamment l'article 10, § 1^{er};

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances daté du 14 novembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 14 novembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre de la fonction publique, donné le 14 novembre 1996;

Vu le protocole n° 90/1 du 21 janvier 1997 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu le protocole du 23 janvier 1997 du Comité du Secteur VI — Communications et Infrastructure;

Vu l'avis du Comité de gestion de la Caisse de secours et de prévoyance des marins donné le 6 décembre 1996;

Vu l'avis du Comité de gestion du Pool des marins de la marine marchande donné le 9 janvier 1997;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi donné le 16 décembre 1996

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national des vacances annuelles donné le 9 décembre 1996;

Vu les avis du Conseil général et du Comité de l'assurance soins de santé donnés les 2 et 9 décembre 1996;

Vu l'avis du Comité de gestion de la sécurité sociale donné le 6 décembre 1996;

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. Bauwens, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer L. Detroux, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lienardy.

De griffier,
M. Proost.

De voorzitter,
C.-L. Closset.

18 FEBRUARI 1997. — Koninklijk besluit houdende maatregelen met het oog op de ontbinding van de Regie voor Maritiem Transport ter uitvoering van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, inzonderheid op artikel 3, § 1, 6^o;

Gelet op de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, gewijzigd bij de wetten van 27 maart 1951, 11 juli 1956 en 25 februari 1964, het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967, de wet van 12 mei 1971, het koninklijk besluit nr. 96 van 28 september 1982, het koninklijk besluit van 29 maart 1985, de wet van 1 augustus 1985, het koninklijk besluit nr. 401 van 18 april 1986, de wet van 22 december 1989 en het koninklijk besluit van 19 mei 1995;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 1, A, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 429 en nr. 431 van 5 augustus 1986 en nr. 526 van 31 maart 1987, de wetten van 1 augustus 1987, 16 juni 1989, 26 juni 1990, 13 maart 1991, 21 maart 1991 en 20 juli 1991, de koninklijke besluiten van 19 augustus 1992 en 14 september 1992 en de wet van 21 december 1994;

Gelet op de wet van 25 februari 1964 houdende inrichting van een Pool van de zeelieden ter koopvaardij, gewijzigd bij de wetten van 8 juli 1975 en 22 december 1989;

Gelet op de wet van 1 juli 1971 houdende oprichting van de Regie voor Maritiem Transport (R.M.T.), gewijzigd bij de wet van 11 juli 1975, het koninklijk besluit nr. 241 van 31 december 1983 en de wetten van 15 mei 1984 en 6 juni 1990;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op de artikelen 2, § 3, 11, § 3, en 12bis ingevoegd bij de wet van 6 juli 1989 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1995.

Gelet op de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, inzonderheid op artikel 10, § 1;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 14 november 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 14 november 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 november 1996;

Gelet op het protocol nr. 90/1 van 21 januari 1997 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle openbare diensten;

Gelet op het protocol van 23 januari 1997 van het Comité van Sector VI — Verkeer en Infrastructuur;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden gegeven op 6 december 1996;

Gelet op het Beheerscomité van de Pool van de zeelieden ter koopvaardij gegeven op 9 januari 1997

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening gegeven op 16 december 1996

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie gegeven op 9 december 1996;

Gelet op de adviezen van de Algemene raad en het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging gegeven op 2 en 9 december 1996;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Sociale Zekerheid gegeven op 6 december 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que, eu égard aux lourdes pertes subies par la Régie des transports maritimes, il importe de mettre en oeuvre, dès le 1^{er} mars 1997, le plan de restructuration prévu, en ce compris les mesures d'accompagnement social qu'il contient, sous peine de générer des coûts budgétaires additionnels;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le [] en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3bis, § 1^{er}, inséré par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Transports, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Dissolution de la Régie des Transports maritimes

Article 1^{er}. La Régie des Transports maritimes, dénommée ci-après la « R.T.M. », est mise en dissolution à la date du 1^{er} mars 1997 ou à une date ultérieure fixée par le Roi. Elle subsiste pour la durée des opérations de liquidation.

Art. 2. La liquidation de la R.T.M. est assurée par trois liquidateurs, désignés comme suit:

- une personne physique ou morale désignée par le Ministre des Transports parmi les membres de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises;
- deux Inspecteurs des Finances désignés conjointement par le Ministre du Budget et le Ministre des Transports.

Les liquidateurs forment un collège qui délibère suivant les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

La rémunération des liquidateurs est fixée par le Ministre des Transports et est à charge de la R.T.M.

Art. 3. § 1^{er}. Les liquidateurs peuvent aliéner tous les biens meubles et immeubles de la R.T.M., donner ceux-ci en location ou les mettre autrement à la disposition de tiers à titre onéreux, recevoir tous paiements, donner mainlevée avec ou sans quittance, endosser tous effets de commerce, intenter et soutenir toutes actions pour la R.T.M., transiger ou compromettre sur toutes contestations, et, dans le respect de l'article 28 de la loi du 1^{er} juillet 1971 portant création de la Régie des transports maritimes (R.T.M.), modifié par la loi du 6 juin 1990, contracter des emprunts.

§ 2. Jusqu'à la date du 1^{er} janvier 1999, les liquidateurs peuvent, moyennant l'autorisation du Ministre des Transports, poursuivre tout ou partie de l'exploitation de la R.T.M. et développer, de manière indépendante ou en association avec d'autres entreprises, belges ou étrangères, toute autre activité de transport maritime, si de telles actions sont susceptibles de réduire les charges de la liquidation de la R.T.M. ou d'atténuer les conséquences sociales de celle-ci.

Les liquidateurs peuvent déléguer au directeur général de la R.T.M. les pouvoirs de gestion journalière relative aux activités visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Les liquidateurs ne peuvent pas accomplir d'actes relevant de la gestion du personnel de la R.T.M. Ces actes demeurent de la compétence du Ministre des Transports et, dans les limites de la gestion journalière, du directeur général de la R.T.M.

Tous les actes qui relèvent de l'exécution des conventions conclues conjointement par la R.T.M. et l'Etat avant la date visée à l'article 1^{er} et relatives à, ou comportant, des engagements d'emploi par des entreprises tierces sont soumis à l'approbation préalable du Ministre des Transports.

Art. 4. Les liquidateurs fournissent au Ministre des Transports, au Ministre des Finances et au Ministre du Budget des rapports trimestriels et un rapport annuel sur l'état d'avancement de la liquidation de la R.T.M. et, à la date de clôture de celle-ci, un rapport final sur les résultats de la liquidation. Ces rapports comprennent un inventaire des biens et un état comptable établi selon le schéma de bilan. Le Ministre des Transports soumet les rapports annuels et le rapport final au

Gelet op de dringende noodzakelijkheid wegens de omstandigheid dat, in acht genomen de zware verliezen geleden door de Regie voor maritiem transport, het van belang is om per 1 maart 1997 het voorziene herstructureringsplan uit te voeren, met inbegrip van de sociale begeleidingsmaatregelen die het bevat, op straffe bijkomende lasten voor de begroting te doen ontstaan;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op [] in uitvoering van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2^o, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3bis, § 1, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, Onze Minister van Vervoer, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Ontbinding van de Regie voor Maritiem Transport

Artikel 1. De Regie voor Maritiem Transport, hierna de « R.M.T. » genoemd, wordt vereffend op 1 maart 1997 of op een latere datum bepaald door de Koning. Zij blijft voortbestaan voor de duur van de vereffeningsovereenkomsten.

Art. 2. De vereffening van de R.M.T. geschiedt door drie vereffenaars, aangewezen als volgt:

- een natuurlijke of rechtspersoon aangeduid door de Minister van Vervoer onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;
- twee inspecteurs van Financiën gezamenlijk aangeduid door de Minister van Begroting en de Minister van Vervoer.

De vereffenaars vormen een college dat beraadslaagt volgens de gewone regels van de beraadslagende vergaderingen.

De bezoldiging van de vereffenaars wordt vastgesteld door de Minister van Vervoer en is ten laste van de R.M.T.

Art. 3. § 1. De vereffenaars mogen alle roerende en onroerende goederen van de R.M.T. vervreemden, deze in huur geven of anderszins onder bezwarende titel ter beschikking stellen van derden, alle betalingen ontvangen, opheffing van inschrijving verlenen met of zonder kwijting, alle handelseffecten endosseren, alle rechtsgedingen voeren voor de R.M.T., als eiser of als verweerder, dadingen of compromissen aangaan betreffende alle geschillen, en, met inachtneming van artikel 28 van de wet van 1 juli 1971 houdende oprichting van de Regie voor maritiem transport (R.M.T.), gewijzigd bij de wet van 6 juni 1990, leningen aangaan.

§ 2. Tot de datum van 1 januari 1999 mogen de vereffenaars, met machtiging van de Minister van Vervoer, de exploitatie van de R.M.T. geheel of gedeeltelijk voortzetten en, op zelfstandige wijze of samen met andere Belgische of buitenlandse ondernemingen, elke andere activiteit van maritiem transport ontwikkelen, indien dergelijke activiteiten de kosten van de vereffening van de R.M.T. kunnen verminderen of er de sociale gevolgen van verzachten.

De vereffenaars mogen aan de directeur-generaal van de R.M.T. de bevoegdheden van dagelijks bestuur opdragen wat de in het eerste lid bedoelde activiteiten aangaat.

§ 3. De vereffenaars mogen geen handelingen stellen met betrekking tot het personeelsbeheer van de R.M.T. Deze handelingen blijven behoren tot de bevoegdheid van de Minister van Vervoer en, binnen de grenzen van het dagelijks bestuur, van de directeur-generaal van de R.M.T.

Alle handelingen ter uitvoering van de overeenkomsten die gezamenlijk door de R.M.T. en de Staat werden afgesloten vóór de datum bedoeld in artikel 1 en die tewerkstellingsverdragen door derde ondernemingen betreffen of inhouden, zijn onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van de Minister van Vervoer.

Art. 4. De vereffenaars leggen aan de Minister van Vervoer, de Minister van Financiën en de Minister van Begroting driemaandelijke verslagen en een jaarverslag voor betreffende de stand van de vereffening van de R.M.T. en, op de datum van de sluiting van de vereffening, een eindverslag over de resultaten van de vereffening. Deze verslagen bevatten een inventaris van de goederen en een boekhoudkundig staat opgemaakt volgens het schema van de balans.

contrôle de la Cour des Comptes et les communique à la Chambre des représentants. Les Ministres peuvent requérir des liquidateurs toutes informations et peuvent procéder à toutes vérifications qui leur paraissent utiles.

Art. 5. Les dispositions en matière de budget prévues dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ne sont plus applicables à la R.T.M. à partir de l'année de sa mise en dissolution.

Art. 6. A la date visée à l'article 1^{er}, l'article 4, alinéa 2, de la loi du 1^{er} juillet 1971 précitée est remplacé par la disposition suivante:

« Le Ministre qui a les transports dans ses attributions a qualité pour accomplir tous actes de gestion du personnel. »

A la même date, la même loi est abrogée, à l'exception des articles 1^{er} à 3, 4, alinéa 2, 5, 12 à 15, 26 à 31, 36bis, 36quater, 36quinquies, 39 et 41.

Art. 7. A l'article 28, dernier alinéa, de la même loi, modifié par la loi du 6 juin 1990, les mots « douze milliards de francs » sont remplacés par les mots « quinze milliards de francs ».

Art. 8. Le Ministre des Transports fixe la date de clôture de la liquidation de la R.T.M. Cette décision fait l'objet d'un avis publié au *Moniteur belge*.

Art. 9. A la date visée à l'article 8, tous les actifs et passifs résiduels de la R.T.M. sont transférés de plein droit à l'Etat, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir. Ce transfert est opposable aux tiers dès la publication visée à l'article 8.

Art. 10. A la date visée à l'article 8, les articles 1^{er} à 3, 4, alinéa 2, 5, 12 à 15, 26 à 31, 36quater, 36quinquies, 39 et 41 de la loi du 1^{er} juillet 1971 précitée sont abrogés.

A la même date, la mention « Régie des transports maritimes » est supprimée à l'article 1^{er}, A, de la loi du 16 mars 1954 précitée et à l'article 10, § 1^{er}, de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles.

L'article 36bis de la loi du 1^{er} juillet 1971 précitée est abrogé à la date visée à l'article 12.

CHAPITRE II. — Personnel de la R.T.M.

Section Ière — Transfert et mise à disposition

Art. 11. Les agents attachés au Service d'assistance au Pilotage de la R.T.M. dont la liste est arrêtée par le Ministre des Transports à la date du 1^{er} mars 1997 sont transférés d'office au Ministère des Communications et de l'Infrastructure avec effet à la même date. Le transfert des agents concernés se fait dans leur grade et en leur qualité. Ils conservent leur ancienneté administrative et pécuniaire.

Avant le 1^{er} mai 1997, le Ministre des Transports peut arrêter des listes complémentaires d'agents attachés au Service précité à une date déterminée. Ces agents sont transférés d'office au Ministère des Communications et de l'Infrastructure avec effet à cette dernière date.

Art. 12. Les agents statutaires de la R.T.M. autres que ceux visés à l'article 11 sont transférés d'office au Ministère des Communications et de l'Infrastructure à la date et selon les modalités arrêtées par le Roi.

Art. 13. § 1^{er}. Les agents statutaires de la R.T.M. autres que ceux visés à l'article 11 peuvent, tant avant qu'après leur transfert conformément à l'article 12, être mis à la disposition à titre onéreux:

1° de toute société qui s'occupe du transport maritime depuis et vers la Belgique;

2° de toute société qui est chargée de la gestion d'un port belge.

Cette mise à disposition s'effectue sur une base volontaire et pour une durée illimitée. Il ne peut être mis fin à cette mise à disposition à la demande de l'agent concerné que moyennant l'autorisation du Ministre des Transports. Le refus d'autorisation fait l'objet d'une décision motivée du Ministre.

De Minister van Vervoer legt de jaarverslagen en het eindverslag ter controle voor aan het Rekenhof en deelt ze mee aan de Kamer van volksvertegenwoordigers. De Ministers kunnen van de vereffenaars alle inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die zij nuttig achten.

Art. 5. De bepalingen inzake begroting vervat in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut zijn vanaf het jaar van haar ontbinding niet langer van toepassing op de R.M.T.

Art. 6. Op de in artikel 1 bedoelde datum wordt artikel 4, tweede lid, van voornoemde wet van 1 juli 1971 vervangen door de volgende bepaling:

« De Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort, is bevoegd om alle daden van personeelsbeheer te stellen. »

Op dezelfde datum wordt dezelfde wet opgeheven, met uitzondering van de artikelen 1 tot 3, 4, tweede lid, 5, 12 tot 15, 26 tot 31, 36bis, 36quater, 36quinquies, 39 en 41.

Art. 7. In artikel 28, laatste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juni 1990, worden de woorden « twaalf miljard frank » vervangen door de woorden « vijftien miljard frank ».

Art. 8. De Minister van Vervoer bepaalt de datum van de sluiting van de vereffening van de R.M.T. Deze beslissing maakt het voorwerp uit van een mededeling die wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. Op de in artikel 8 bedoelde datum worden alle resterende activa en passiva van de R.M.T. van rechtswege aan de Staat overgedragen, met inbegrip van de rechten en verplichtingen voortvloeiend uit lopende en toekomstige gerechtelijke procedures. Deze overdracht kan aan derden worden tegengeworpen vanaf de in artikel 8 bedoelde bekendmaking.

Art. 10. Op de in artikel 8 bedoelde datum worden de artikelen 1 tot 3, 4, tweede lid, 5, 12 tot 15, 26 tot 31, 36quater, 36quinquies, 39 en 41 van voornoemde wet van 1 juli 1971 opgeheven.

Op dezelfde datum wordt de vermelding « Regie voor maritiem transport » geschrapt in artikel 1, A, van voornoemde wet van 16 maart 1954 en in artikel 10, § 1, van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.

Artikel 36bis van voornoemde wet van 1 juli 1971 wordt opgeheven op de in artikel 12 bedoelde datum.

HOOFDSTUK II. — Personeel van de R.M.T.

Afdeling I. — Overdracht en terbeschikkingstelling

Art. 11. De personeelsleden verbonden aan de Dienst Bijstand aan het Loodswezen van de R.M.T. waarvan de lijst door de Minister van Vervoer op 1 maart 1997 wordt vastgesteld, worden van ambtswege naar het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur overgedragen met ingang van dezelfde datum. De overdracht van de betrokken personeelsleden geschiedt met behoud van hun graad en in hun hoedanigheid. Zij behouden hun administratieve en geldelijke anciënniteit.

Vóór 1 mei 1997 kan de Minister van Vervoer bijkomende lijsten vaststellen van personeelsleden verbonden aan voornoemde Dienst op een bepaalde datum. Deze personeelsleden worden van ambtswege overgedragen naar het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur met ingang van deze laatste datum.

Art. 12. De statutaire personeelsleden van de R.M.T. andere dan die bedoeld in artikel 11 worden van ambtswege naar het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur overgedragen op de datum en op de wijze bepaald door de Koning.

Art. 13. § 1. De statutaire personeelsleden van de R.M.T. andere dan die bedoeld in artikel 11 kunnen, zowel vóór als na hun overdracht overeenkomstig artikel 12, onder bezwarende titel ter beschikking worden gesteld:

1° van elke vennootschap die bedrijvig is in het maritiem transport van en naar België;

2° van elke vennootschap die belast is met het beheer van een Belgische haven.

Deze terbeschikkingstelling geschiedt op vrijwillige basis en voor onbepaalde duur. Aan deze terbeschikkingstelling kan op verzoek van het betrokken personeelslid slechts een einde worden gemaakt met machtiging van de Minister van Vervoer. De weigering tot machtiging maakt het voorwerp uit van een door de Minister gemotiveerde beslissing.

§ 2. Les agents statutaires de la R.T.M. autres que ceux visés à l'article 11 et au § 1^{er}, peuvent, tant avant qu'après leur transfert conformément à l'article 12, être mis à la disposition des services qui relèvent des Communautés, des Régions, des provinces, des communes, des centres publics d'aide sociale, des intercommunales et des organismes publics qui dépendent des institutions ou organismes précités et qui n'exercent pas d'activité industrielle ou commerciale.

L'agent concerné doit être titulaire d'un grade du même niveau que celui du poste d'utilisation ou, s'il n'existe pas de répartition en niveaux, avoir les qualités professionnelles requises pour occuper ce poste d'utilisation.

Pour l'application du présent § 2, on entend par « poste d'utilisation » tout emploi ou toute fonction auprès de l'employeur auquel ou à laquelle l'agent utilisé peut être désigné.

§ 3. Le Roi fixe les règles spécifiques pour l'application du présent article et l'éventuelle intervention financière de l'Etat.

Art. 14. § 1^{er}. Le montant de la pension qui sera accordée aux agents visés aux articles 11 et 12 et aux agents qui seront transférés en application de l'arrêté royal du 3 novembre 1993 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics, de même que celui de la pension de leurs ayants droit ne peuvent être inférieurs au montant de la pension qui leur aurait été accordée en application des dispositions légales et réglementaires leur applicables au moment de leur transfert, compte tenu cependant des modifications que ces dispositions auraient subies ultérieurement par suite de mesures générales applicables à l'organisme auquel ils appartenaient au moment du transfert.

§ 2. Pour le calcul de la pension dans le régime des agents de l'Etat, les avantages suivants sont pris en compte dans la détermination de la moyenne du traitement des cinq dernières années:

1^o l'allocation de pilotage et la rétribution complémentaire visées à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 janvier 1984 accordant une allocation de pilotage aux officiers de pont, chargés du commandement des navires et hydroptères de la Régie des transports maritimes ainsi qu'une rétribution complémentaire à certains membres du personnel de la Régie des transports maritimes, modifié par l'arrêté royal du 25 janvier 1991;

2^o le montant annuel moyen de la prime de mer prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 29 novembre 1983 réglant la prime de mer du personnel de la Régie des transports maritimes, modifié par les arrêtés royaux des 25 janvier 1991 et 11 décembre 1992.

Ces avantages sont retenus pour les périodes au cours desquelles ils ont été effectivement accordés et à concurrence des montants susceptibles d'être pris en compte en matière de pension durant ces périodes sur la base des arrêtés royaux visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. La partie de la pension relative aux services prestés à la R.T.M. et à ceux prestés en vertu de l'article 13 est à charge de l'Etat.

§ 4. Les services prestés par les agents de la R.T.M. auprès d'une société visée à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, interviennent dans le calcul de la pension à raison d'un cinquantième par année du traitement moyen qui sert de base au calcul de la pension lorsque ces services auraient été considérés comme des services actifs s'ils avaient été prestés à la R.T.M. Les autres services interviennent à raison du tantième lié à ces services.

L'Etat est subrogé dans les droits à pension dont dispose l'agent sur la base du régime de pension légal, réglementaire, statutaire ou contractuel qui lui est applicable pour les services prestés en vertu de l'article 13, dans la mesure où ces services interviennent dans le calcul de la pension visée au § 3.

§ 5. Les services prestés à la R.T.M. par des agents non visés aux articles 11 à 13 qui, sur la base des dispositions en vigueur à la date visée à l'article 8, auraient été pris en compte pour une pension ou une quote-part de pension à charge de la R.T.M. sont admissibles pour le droit à et le calcul d'une pension à charge du Trésor public.

§ 2. De statutaire personeelsleden van de R.M.T. andere dan die bedoeld in artikel 11 en in § 1, kunnen, zowel vóór als na hun overdracht overeenkomstig artikel 12, ter beschikking worden gesteld van de diensten die ressorteren onder de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de intercommunales en de openbare instellingen die onder de hoger genoemde instellingen of organismen ressorteren en geen industriële of commerciële activiteit uitoefenen.

Het betrokken personeelslid moet titularis zijn van een graad van hetzelfde niveau als die van de bezigingsbetrekking of, indien geen indeling per niveau bestaat, de beroepskwalificaties bezitten die overeenstemmen met deze van de bezigingsbetrekking.

Voor de toepassing van deze § 2 verstaat men onder « bezigingsbetrekking » elke betrekking of elke functie bij de werkgever waartoe het gebezigde personeelslid kan worden aangesteld.

§ 3. De Koning stelt de nadere regels voor de toepassing van dit artikel en de eventuele financiële tegemoetkoming van de Staat vast.

Art. 14. § 1. Het bedrag van het pensioen dat zal worden toegekend aan de personeelsleden bedoeld in de artikelen 11 en 12, en aan de personeelsleden die zullen worden overgedragen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 3 november 1993 houdende uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten, alsook het bedrag van het pensioen van hun rechthebbenden mogen niet lager zijn dan het pensioenbedrag dat hun zou zijn toegekend overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen die op hen van toepassing waren op het tijdstip van hun overdracht, rekening houdend evenwel met de wijzigingen die deze bepalingen later zouden hebben ondergaan ten gevolge van algemene maatregelen toepasselijk op de instelling waartoe zij op het tijdstip van de overdracht behoorden.

§ 2. Voor de berekening van het pensioen in het stelsel van de Rijksambtenaren wordt met de volgende voordelen rekening gehouden bij de bepaling van de gemiddelde wedde over de laatste vijf jaar:

1^o de loodstoelage en de aanvullende bezoldiging bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 januari 1984 houdende toekenning van een loodstoelage aan de dekofficieren belast met het bevel over de schepen en vleugelboten van de Regie voor maritiem transport en van een aanvullende bezoldiging aan sommige personeelsleden van de Regie voor maritiem transport, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 januari 1991;

2^o het gemiddelde jaarlijkse bedrag van het zeegeld bepaald in artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 november 1983 houdende regeling van het zeegeld van het varend personeel van de Regie voor maritiem transport, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 januari 1991 en 11 december 1992.

Deze voordelen worden in aanmerking genomen voor de perioden tijdens welke zij effectief werden toegekend en ten belope van de bedragen die tijdens die perioden inzake pensioen in aanmerking konden komen op grond van de koninklijke besluiten bedoeld in het eerste lid.

§ 3. Het gedeelte van het pensioen dat betrekking heeft op de bij de R.M.T. gepresteerde diensten en op deze gepresteerd krachtens artikel 13, is ten laste van de Staat.

§ 4. De diensten gepresteerd door de personeelsleden van de R.M.T. bij een vennootschap bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, 1^o, worden bij de berekening van het pensioen in aanmerking genomen naar rata van één vijftigste per jaar van de gemiddelde wedde die als grondslag dient voor de berekening van het pensioen, wanneer deze diensten als actieve diensten zouden zijn beschouwd indien zij bij de R.M.T. zouden zijn gepresteerd. De andere diensten komen in aanmerking naar rata van het aan deze diensten verbonden tantième.

De Staat wordt gesubrogeerd in de pensioenrechten waarover het personeelslid beschikt op grond van de wettelijke, reglementaire, statutaire of contractuele pensioenregeling die op het personeelslid van toepassing is voor de krachtens artikel 13 gepresteerde diensten, voor zover deze diensten in aanmerking worden genomen bij de berekening van het in § 3 bedoelde pensioen.

§ 5. De diensten gepresteerd bij de R.M.T. door personeelsleden, andere dan deze bedoeld in de artikelen 11 tot 13, die, op grond van de bepalingen die van kracht zijn op de in artikel 8 bedoelde datum, in aanmerking zouden zijn genomen voor een pensioen of een deel van een pensioen ten laste van de R.M.T., komen in aanmerking voor het recht op en de berekening van een pensioen ten laste van de Openbare Schatkist.

Section II. — Conditions spéciales de travail

Art. 15. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, on entend par travailleurs navigants, les membres du personnel navigant occupés sur les navires de la R.T.M. à la date du 1^{er} janvier 1997 et liés par un contrat de travail avec la R.T.M. ou avec une entreprise prestant des services au profit de la R.T.M. à la même date.

§ 2. Par dérogation aux dispositions de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, les limites de la durée du travail des travailleurs navigants occupés sur des navires de transport par mer en vertu d'un contrat de travail avec une société visée à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, peuvent être dépassées sans pouvoir excéder douze heures par jour ni soixante-six heures par semaine de sept jours, à condition que la durée de travail ne dépasse pas quarante heures par semaine en moyenne sur une période d'un an conformément aux dispositions de l'article 26bis de la même loi.

Art. 16. Par dérogation aux dispositions de la loi du 16 mars 1971 précitée, les limites de la durée du travail des agents statutaires de la R.T.M. occupés sur les navires de celle-ci à la date du 1^{er} janvier 1997 et mis à la disposition d'une société visée à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, avant ou après leur transfert conformément à l'article 12, peuvent être dépassées dans les limites énoncées à l'article 15, § 2, et selon les modalités fixées par le Roi.

Art. 17. Le Roi fixe les conditions selon lesquelles le travail effectué dans les limites prévues aux articles 15, § 2, et 16 n'est pas considéré comme travail supplémentaire pour l'application de l'article 29 de la loi du 16 mars 1971 précitée, modifié par l'arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983 et les lois des 22 janvier 1985, 22 décembre 1989 et 10 juin 1993.

Section III. — Régime de sécurité sociale

Art. 18. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, modifié par les lois des 27 mars 1951 et 25 février 1964, l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 et les arrêtés royaux des 29 mars 1985 et 19 mai 1995, est complété comme suit :

« 6° verser à l'Office national des vacances annuelles les cotisations relatives au régime des vacances annuelles concernant les travailleurs visés à l'article 2quater. »

Art. 19. L'article 2, alinéa 3, 1^o, du même arrêté-loi est complété comme suit :

« ou toute société visée à l'article 2quater. »

Art. 20. Un article 2quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté-loi :

« Article 2quater. Le champ d'application du présent arrêté-loi est étendu aux travailleurs navigants visés à l'article 15 de l'arrêté royal du [] portant des mesures en vue de la dissolution de la Régie des Transports maritimes en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, qui sont occupés à bord des navires armés par des sociétés visées à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du même arrêté. »

Art. 21. A l'article 3 du même arrêté-loi sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, est complété comme suit :

« Ce taux est de 1,15 p.c. pour les travailleurs visés à l'article 2quater »;

2^o le § 6, alinéa 1^{er}, 4^o, est complété comme suit :

« ou à l'Office national des vacances annuelles la part destinée à la constitution du pécule de vacances concernant les travailleurs visés à l'article 2quater. »

3^o le § 6 est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 2, la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins verse à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité les cotisations relatives au régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité perçues pour les travailleurs visés à l'article 2quater. »

Afdeling II. — Bijzondere arbeidsvoorwaarden

Art. 15. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder varende werknemers verstaan, de varende personeelsleden tewerkgesteld aan boord van de schepen van de R.M.T. op 1 januari 1997 en door een arbeidsovereenkomst verbonden met de R.M.T. of met een onderneming die op dezelfde datum diensten verstrekt ten voordele van de R.M.T.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van de wet van 16 maart 1971 houdende de arbeidswet, mogen de grenzen van de arbeidsduur van de varende werknemers tewerkgesteld aan boord van schepen voor transport over zee krachtens een arbeidsovereenkomst met een vennootschap bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, 1^o, worden overschreden zonder meer te mogen bedragen dan twaalf uur per dag en zesenzeftig uur per week van zeven dagen, op voorwaarde dat de arbeidsduur niet meer bedraagt dan gemiddeld veertig uur per week over een periode van één jaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 26bis van dezelfde wet.

Art. 16. In afwijking van de bepalingen van voornoemde wet van 16 maart 1971, mag de maximum arbeidsduur van de statutaire personeelsleden van de R.M.T. tewerkgesteld aan boord van haar schepen op 1 januari 1997 en ter beschikking gesteld van een vennootschap bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, 1^o, vóór of na hun overdracht overeenkomstig artikel 12, worden overschreden binnen de grenzen aangegeven in artikel 15, § 2, en volgens de modaliteiten vastgesteld door de Koning.

Art. 17. De Koning bepaalt de voorwaarden volgens dewelke de arbeid uitgevoerd binnen de grenzen bepaald in de artikelen 15, § 2, en 16 niet als overwerk wordt aangemerkt voor de toepassing van artikel 29 van voornoemde wet van 16 maart 1971, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983 en de wetten van 22 januari 1985, 22 december 1989 en 10 juni 1993.

Afdeling III. — Sociale zekerheidsstelsel

Art. 18. Artikel 1, eerste lid, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, gewijzigd bij de wetten van 27 maart 1951 en 25 februari 1964, het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 en de koninklijke besluiten van 29 maart 1985 en 19 mei 1995, wordt aangevuld als volgt :

« 6° bij de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie de bijdragen storten in verband met de regeling voor de jaarlijkse vakantie voor de werknemers bedoeld in artikel 2quater. »

Art. 19. Artikel 2, derde lid, 1^o, van dezelfde besluitwet wordt aangevuld als volgt :

« of elke vennootschap bedoeld in artikel 2quater. »

Art. 20. Een artikel 2quater, luidend als volgt, wordt in dezelfde besluitwet ingevoegd :

« Artikel 2quater. Het toepassingsgebied van deze besluitwet wordt uitgebreid tot de varende werknemers bedoeld in artikel 15 van het koninklijk besluit van [] houdende maatregelen met het oog op de ontbinding van de Regie voor Maritiem Transport in uitvoering van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie en tewerkgesteld aan boord van de schepen die door de vennootschappen bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, 1^o, van hetzelfde besluit, worden uitgerust. »

Art. 21. In artikel 3 van dezelfde besluitwet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 2, eerste lid, 2^o, wordt aangevuld als volgt :

« Deze bijdrage bedraagt 1,15 pct. voor de werknemers bedoeld in artikel 2quater »;

2^o § 6, eerste lid, 4^o, wordt aangevuld als volgt :

« of aan de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie het gedeelte bestemd voor de samenstelling van het vakantiegeld voor de werknemers bedoeld in artikel 2quater. »

3^o § 6 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het tweede lid, stort de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden aan het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering de bijdragen geïnd voor de werknemers bedoeld in artikel 2quater onder het stelsel van de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit. »

Art. 22. Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 25 février 1964 organisant un Pool des marins de la marine marchande, modifiée par les lois des 8 juillet 1975 et 22 décembre 1989 :

« Article 3bis. Les travailleurs visés à l'article 15 de l'arrêté royal du [] portant des mesures en vue de la dissolution de la Régie des Transports maritimes en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, sont inscrits au Pool pendant la durée de leur contrat de travail avec une des sociétés visées à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du même arrêté. Le retrait de leur inscription au Pool est effectué d'office lors de la fin de leur contrat de travail. »

Art. 23. L'article 4 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Les pouvoirs du comité de gestion prévus à l'alinéa premier ne s'appliquent pas aux travailleurs visés à l'article 3bis. »

Art. 24. L'article 32, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est complété comme suit :

« ou les travailleurs inscrits au Pool des marins de la marine marchande en vertu de l'article 3bis de la loi du 25 février 1964 organisant un Pool des marins de la marine marchande, inséré par l'arrêté royal du [] portant des mesures en vue de la dissolution de la Régie des Transports maritimes en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. »

Art. 25. L'article 86, § 1^{er}, 1^o, de la même loi est complété comme suit :

« d) les travailleurs visés à l'article 15 de l'arrêté royal du [] portant des mesures en vue de la dissolution de la Régie des transports maritimes en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. »

Art. 26. L'article 191, alinéa 1^{er}, 1^o, de la même loi est complété comme suit :

« e) à l'article 3 de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande pour autant que ces cotisations se rapportent aux travailleurs visés à l'article 2quater du même arrêté inséré par l'arrêté royal du [] portant des mesures en vue de la dissolution de la Régie des Transports maritimes en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. »

Art. 27. L'article 26, 2^o, des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, est complété comme suit :

« ou par la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins. »

CHAPITRE III. — Dispositions diverses et finales

Art. 28. Par dérogation à l'article 2 de la loi du 1^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments, modifié par la loi du 20 juillet 1990 (et l'arrêté royal du [] portant des mesures en vue de modifier la loi du 1^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne), la Régie des Bâtiments peut vendre ou donner en location à toute personne physique ou morale, de droit public ou privé, belge ou étrangère, les biens immeubles mis à la disposition de la R.T.M. à la date du présent arrêté et qui ne lui sont plus nécessaires ainsi qu'octroyer un droit d'usufruit, de superficie ou d'emphytéose sur de tels biens. Ces opérations sont effectuées à des conditions de marché.

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 22. Een artikel 3bis, luidend als volgt, wordt in de wet van 25 februari 1964 houdende inrichting van een Pool van de zeelieden ter koopvaardij, gewijzigd bij de wetten van 8 juli 1975 en 22 december 1989, ingevoegd :

« Artikel 3bis. De werknemers bedoeld in artikel 15 van het koninklijk besluit van [] houdende maatregelen met het oog op de ontbinding van de Regie voor Maritiem Transport in uitvoering van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, worden ingeschreven in de Pool voor de duur van hun arbeidsovereenkomst met één van de vennootschappen bedoeld in artikel 13, §-1, eerste lid, 1^o, van hetzelfde besluit. De schrapping van hun inschrijving geschiedt ambtshalve op het einde van hun arbeidsovereenkomst. »

Art. 23. Artikel 4 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in het eerste lid bepaalde bevoegdheden van het beheerscomité zijn niet van toepassing op de werknemers bedoeld in artikel 3bis. »

Art. 24. Artikel 32, eerste lid, 1^o, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt aangevuld als volgt :

« of de werknemers ingeschreven in de Pool van de zeelieden ter koopvaardij krachtens artikel 3bis van de wet van 25 februari 1964 houdende inrichting van een Pool van de zeelieden ter koopvaardij, ingevoegd bij het koninklijk besluit van [] houdende maatregelen met het oog op de ontbinding van de Regie voor Maritiem Transport in uitvoering van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie. »

Art. 25. Artikel 86, § 1, 1^o, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« d) de werknemers bedoeld in artikel 15 van het koninklijk besluit van [] houdende maatregelen met het oog op de ontbinding van de Regie voor maritiem transport in uitvoering van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie. »

Art. 26. Artikel 191, eerste lid, 1^o, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« e) aan artikel 3 van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, voor zover deze bijdragen betrekking hebben op de werknemers bedoeld in artikel 2quater van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van [] houdende maatregelen met het oog op de ontbinding van de Regie voor Maritiem Transport in uitvoering van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie. »

Art. 27. Artikel 26, 2^o, van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, wordt aangevuld als volgt :

« of door de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden. »

HOOFDSTUK III. — Diverse en slotbepalingen

Art. 28. In afwijking van artikel 2 van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1990 (en het koninklijk besluit van [] houdende maatregelen tot wijziging van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen in uitvoering van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie), kan de Regie der Gebouwen aan elke natuurlijke of rechtspersoon, van privaot of publiek recht, Belgisch of buitenlands, de onroerende goederen verkopen of in huur geven die ter beschikking van de R.M.T. zijn gesteld op datum van dit besluit en die deze niet meer nodig heeft, alsook een recht van vruchtgebruik, opstal of erfpacht op dergelijke goederen te kennen. Deze verrichtingen worden uitgevoerd op marktvoorwaarden.

Art. 29. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 30. Notre Ministre des Transports, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le ou la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 février 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Art. 30. Onze Minister van Vervoer, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 februari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

F. 97 — 357

[C - 97/14032]

Arrêté royal portant diverses mesures en faveur des agents statutaires de la Régie des Transports maritimes en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté trouve son fondement légal dans l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

Cette disposition Vous autorise, en ce qui concerne les organismes d'intérêt public, à prendre des mesures pour opérer leur suppression, transformation, réorganisation ou fusion. A cet égard, elle Vous autorise également à abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur.

Eu égard aux lourdes pertes subies au cours des dernières années par la Régie des Transports maritimes (la « R.T.M. ») et aux charges qui en découlent pour le budget, le Gouvernement a décidé la cessation des activités de celle-ci et sa mise en dissolution à la date du 1^{er} mars 1997.

Une telle mesure d'inspiration budgétaire doit nécessairement s'accompagner d'une série de mesures d'ordre social pour régler le sort du personnel majoritairement statutaire de la R.T.M.

L'arrêté royal du [] portant des mesures en vue de la dissolution de la Régie des Transports maritimes en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne organise la procédure de liquidation de la R.T.M. et prévoit des mesures visant à éliminer certains obstacles à l'emploi ou à l'utilisation des agents contractuels et statutaires de la R.T.M. par des entreprises privées dans les secteurs des transports maritimes et de la gestion portuaire, ainsi que des mesures de reclassement du personnel statutaire dans d'autres services publics.

Le présent arrêté a pour objet d'une part de régler certains aspects du calcul de la pension de certains agents de la R.T.M. et d'autre part d'élargir les conditions d'utilisation des agents de la R.T.M. par d'autres services publics fédéraux dans le cadre de mesures de mobilité.

Un arrêté royal distinct prévoira certaines mesures relatives au congé préalable à la retraite et aux aspects spécifiques du régime de mobilité des agents de la R.T.M.

N. 97 — 357

[C - 97/14032]

Koninklijk besluit houdende diverse maatregelen ten gunste van de statutaire personeelsleden van de Regie voor Maritiem Transport ter uitvoering van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, vindt zijn wettelijke grondslag in artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

Deze bepaling laat U toe om, wat de instellingen van openbaar nut betreft, maatregelen te nemen om hun afschaffing, omvorming, reorganisatie of fusie door te voeren. Te dien einde laat zij U eveneens toe om de van kracht zijnde wettelijke bepalingen op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen.

In acht genomen de zware verliezen die de Regie voor Maritiem Transport (de « R.M.T. ») de laatste jaren heeft geleden en de lasten die daaruit voortvloeien voor de begroting, heeft de Regering beslist tot stopzetting van de activiteiten van de R.M.T. en tot haar ontbinding op 1 maart 1997.

Een dergelijke maatregel met budgetair oogmerk dient noodzakelijk te worden begeleid door een aantal maatregelen van sociale aard om de situatie van het — in meerderheid statutair — personeel van de R.M.T. te regelen.

Het koninklijk besluit van [] houdende maatregelen met het oog op de ontbinding van de Regie voor Maritiem Transport in uitvoering van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, regelt de procedure van vereffening van de R.M.T. en voorziet maatregelen om bepaalde hindernissen weg te nemen voor de aanwerving of het gebruik van contractuele en statutaire personeelsleden van de R.M.T. door privé-ondernemingen in de sectoren van het maritiem transport en het havenbeheer, alsook maatregelen ter herklassering van statutair personeel in andere openbare diensten.

Het voorliggend besluit beoogt, enerzijds, om bepaalde aspecten van de berekening van het pensioen van bepaalde personeelsleden van de R.M.T. te regelen, en, anderzijds om de voorwaarden van beziging van personeelsleden van de R.M.T. door andere federale overheidsdiensten in het kader van maatregelen van mobiliteit te verruimen.

Een afzonderlijk koninklijk besluit zal bepaalde maatregelen voorzien met betrekking tot het verlof voorafgaand aan de pensionering en tot specifieke aspecten van het mobiliteitsregime van de personeelsleden van de R.M.T.